

CAMPAGNE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE



NON AU MISSILE M51 !

Campagne proposée par les associations:

- * Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)
- * Appel des Cent pour la Paix
- * Association Française des Communes, Départements et Régions pour la Paix (AFCDRP)
- * Association des Médecins Français pour la Prévention de la Guerre Nucléaire (AMFPGN)
- * Attac
- * Greenpeace
- * Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (LIFPL)
- * Mouvement de la Paix
- * Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN)
- * Pax Christi
- * Réseau Sortir du Nucléaire
- * Stop Essais pour l'Abolition des armes nucléaires

Ce matériel est distribué par :

APPEL DE LA CAMPAGNE

« DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE » :

PRÉVU DEPUIS 30 ANS,

EXIGEONS LE MAINTENANT !

Les armes nucléaires sont des armes de destruction massive uniquement dirigées contre les populations civiles. Utilisées deux fois dans l'Histoire de l'Humanité, leur prolifération accroît le danger d'un nouvel usage, volontaire ou accidentel. Pour faire face au danger de la prolifération, la communauté internationale a estimé dès 1970 qu'il n'y avait qu'une seule issue possible : **leur élimination**.

Cette élimination a été prévue, non à travers le recours à la guerre, mais dans le cadre d'un traité international, le Traité de Non-Prolifération (TNP) signé par la totalité des États du monde sauf l'Inde, le Pakistan et Israël. La Corée du Nord s'en est retirée en 2003.

Pourtant la prolifération se poursuit et son danger a été de nouveau révélé à plusieurs reprises récemment. Aussi est-il urgent de s'engager sans plus tarder dans l'élimination de ces armes de destruction massive en réalisant ce qui a été signé. Pour préserver l'avenir de notre planète et des générations futures, demandons l'application immédiate du TNP, et en particulier de son article VI qui prévoit l'élimination totale des armes nucléaires sous un contrôle international strict et efficace.

APPEL AUX CITOYENS !

La course aux armements nucléaires reprend ! Et les coupables sont tout désignés: Corée du Nord, Iran... Mais rien n'est dit des programmes de modernisation des pays dotés d'armes nucléaires, États-Unis et France en tête, qui enfreignent le Traité de Non-Prolifération et représentent une menace pour le monde... Comment s'étonner que « l'élimination totale des armes nucléaires » (article VI du TNP) soit aujourd'hui bloquée ? Quelle catastrophe faudra-t-il pour que les grandes puissances consentent à relancer un processus de désarmement nucléaire international ?

Sans débat public, la France a lancé un programme ambitieux d'adaptation et de recherche pour les armes nucléaires du futur : le laser Mégajoule, un quatrième sous-marin, de nouveaux avions (Rafale), de nouvelles têtes nucléaires (TNO-Tête nucléaire océanique), et enfin de nouveaux missiles, les M51.

D'autres choix sont nécessaires ! Aux citoyens de le faire savoir !

La France doit cesser de bloquer les négociations internationales en cours à Genève sur le désarmement nucléaire. Elle doit montrer l'exemple, en renonçant au missile M51 et en œuvrant en faveur d'une Europe sans arme nucléaire.

Cette campagne d'interpellation des élus par les citoyens est un appel urgent à la raison.

Au président de la République actuel... comme au prochain !

En commençant par le commencement :

NON AU MISSILE M51 !

« GUERRE NUCLÉAIRE PRÉVENTIVE » : LA FRANCE MENACÉ !

Après s'être employé avec succès à dissimuler derrière une simple « modernisation » le réarmement nucléaire qu'il avait décidé, le Président de la République l'a finalement rendu officiel le 19 Janvier 2006 : la France « adapte » ses armes nucléaires, et rompt ainsi avec la politique gaulliste de non-emploi. Il s'agit désormais de rendre possible une utilisation en premier de l'arme nucléaire, contre des puissances régionales soupçonnées de commanditer des actes terroristes, de menacer « nos alliés », ou de menacer les « intérêts vitaux » de la France, lesquels incluent désormais « nos approvisionnements énergétiques ».

Pour cette raison, la France cherche à la fois à augmenter la portée et la précision de ses missiles nucléaires, comme le M51, mais aussi leur flexibilité, en leur permettant d'emporter un nombre variable de têtes nucléaires pour des frappes allant du simple « avertissement » jusqu'à l'anéantissement total.

En parallèle, un programme de réduction de la puissance des têtes

nucléaires portées par ces missiles est en cours, afin de rendre celles-ci plus utilisables parce que plus « acceptables » par les opinions publiques.

S'il est déjà possible d'effectuer des dégâts « limités » équivalant à un dixième de la puissance de la bombe d'Hiroshima, les recherches actuellement conduites à Bordeaux, à l'aide du Laser Mégajoule, devraient permettre de réaliser des bombes nucléaires « à fusion pure », d'une puissance bien plus réduite encore. De quoi viser, selon Jacques Chirac, « les centres de pouvoirs et les capacités d'agir » de tel ou tel pays hostile.

Comme George Bush et Tony Blair, qui ont rendu leurs propres missiles « sous-stratégiques », Jacques Chirac adapte l'arsenal nucléaire français pour **des frappes nucléaires dites « préventives »** qui toucheront les populations civiles, directement et indirectement, par leurs retombées. En violation complète du Traité de Non-Prolifération.

LES FUTURS MISSILES M51 SONT INJUSTIFIABLES

- Sur le plan militaire, la France ne souffre, d'après Jacques Chirac, d'« **aucune menace directe de la part d'une puissance majeure** ». La prévention du danger terroriste ne relève, aujourd'hui comme hier, que des services de police et de renseignement. La France est en outre déjà dotée de missiles pour transporter les têtes nucléaires, les M45, dont le remplacement apparaît encore moins nécessaire que leur conservation.

- Sur le plan de la sécurité collective, le développement d'un nouveau missile tel que le M51, dont la justification est d'assurer à la France sa « sécurité », constitue un **encouragement**

direct à la prolifération de l'arme nucléaire. En effet pour assurer leur « sécurité » pourquoi les autres pays ne devaient-ils pas aussi s'équiper d'armes nucléaires ou moderniser leurs arsenaux actuels ?

- Sur le plan juridique, **le M51 contrevient aux dispositions des articles I et VI** du Traité de Non-Prolifération (TNP), ratifié par la France en 1992 et qui lui commandent de désarmer son arsenal nucléaire, et non de le développer. Il n'en faut pas plus pour pousser certains États à s'affranchir de la discipline internationale.

- Sur le plan de la morale et du droit humanitaire, comme l'a rappelé la Cour Internationale de Justice en 1996, **la menace d'utilisation, ou l'utilisation elle-même de l'arme nucléaire, est illégale**, notamment en raison de sa puissance qui

implique des destructions massives de populations et porte atteinte à l'environnement et aux générations futures.

- Sur le plan démocratique, **les Français et leurs représentants n'ont jamais été consultés** sur la création de la « force de frappe », ni sur ses développements passés, présents ou à venir, ni sur l'évolution de sa « doctrine d'emploi ».

- Sur le plan social, **le programme de modernisation, dont le M51 fait partie, détourne des ressources financières** et industrielles colossales, estimées à plus de 10 milliards d'Euros, qui n'iront pas à la lutte contre la pauvreté, à la création d'emplois socialement utiles, à la sauvegarde de l'environnement, « sources de prévention » des conflits dans le monde.

AGIR : DES INSPECTIONS CITOYENNES ?

L'idée des « inspections citoyennes » est née à la veille de la seconde guerre d'Irak. Alors que les inspecteurs de l'ONU cherchaient des armes de destruction massive en Irak, des militants pour la paix firent remarquer qu'au même moment, plusieurs grandes puissances relançaient de lourds programmes de réarmement nucléaire, de manière indépendante ou dans le cadre de l'OTAN, et violaient de ce fait le Traité de Non-Prolifération. Faute de débat démocratique sur la pertinence de ces programmes de réarmement, et en l'absence d'inspections de l'ONU auprès des grandes puissances nucléaires, des citoyens américains, belges, britanniques, turcs, etc. prirent la responsabilité de mener des « inspections citoyennes » sur les sites nucléaires de leurs pays. Nous proposons des actions similaires en France.

Pour agir : www.nonaumissileM51.org

APPEL AUX PARLEMENTAIRES :

Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Ne votez pas le budget du missile M51
ni les autres programmes de modernisation des
armes nucléaires françaises !

APPEL AUX CANDIDAT(E)S AUX ÉLECTIONS DE 2007 :

Mesdames et Messieurs les candidats,
Précisez dans vos campagnes que vous
abandonnerez la construction du missile M51 !
Expliquez comment vous réaliserez l'engagement
pris par la France dans le Traité de Non-Prolifération
pour une « élimination totale des
armes nucléaires ».

Été/Automne 2006 : supplément à Planète Paix, Assez des Haines !, Greenpeace, Médecine et Guerre Nucléaire, La Paix en marche, Les Chemins de la Paix, Sortir du Nucléaire, Stop Essais/Abolition des armes nucléaires.

www.nonaumissileM51.org